

---

secteurs qui ont été l'objet des préoccupations mondiales au cours des dernières années. C'est pourquoi les Canadiens peuvent se permettre d'être généreux, et, selon mon expérience, ils ont tendance à l'être lorsqu'il s'agit de nos relations avec les pays du Tiers-Monde.

Mais il ne s'agit pas d'une simple question de générosité. Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant. Le bien-être de pays développés tel le Canada tient de plus en plus au sort des pays en voie de développement; il est donc dans notre intérêt d'aider ces derniers. Les gouvernements de certains pays développés ont connu des pressions autarciques et isolationnistes qui les poussaient à restreindre ou à diminuer leurs programmes d'aide et à se concentrer exclusivement sur la recherche de solutions à leurs problèmes internes. Mais le Canada se doit d'être et est une nation ouverte sur l'extérieur, qui dépend des bonnes relations avec des pays de plusieurs parties du globe.

A mon avis, le public canadien reconnaît ces réalités et, par conséquent, appuie fermement l'orientation et l'expansion que connaît notre important programme d'aide à l'étranger.

A la question de l'appui aux programmes d'aide se lie celle de la participation du public à ces mêmes programmes.

Je souhaite, depuis quelque temps, une participation plus directe du public et des organismes non gouvernementaux au processus d'aide à l'étranger. C'est pourquoi nous facilitons et encourageons celle-ci. Depuis longtemps, les organismes canadiens non gouvernementaux s'occupent activement et efficacement d'aider les pays en voie de développement, particulièrement dans les secteurs des secours d'urgence et de l'aide humanitaire. L'Agence canadienne de développement international met à la disposition de ces organismes des fonds de plus en plus importants afin qu'ils puissent fournir une aide accrue aux peuples du Tiers-Monde. D'ailleurs, cet appui financier ira en croissant.

Une nouvelle dimension pourra s'ajouter à la participation du public grâce au programme volontaire d'aide à l'alimentation établi par le Canada. Je cherche par l'entremise de ce programme, qui est une suite directe de la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Rome, en novembre de l'an dernier, à encourager et à faciliter la participation des provinces, du public et des organismes non gouvernementaux à nos efforts d'aide alimentaire. Ainsi, il sera plus facile à tous ceux qui désirent, individuellement ou collectivement, prendre part à notre programme d'aide, de le faire. Le Gouvernement fédéral assurera la coordination de ce programme qui, je l'espère, sera une

---